

**Circulaire du 31 mai 2001 relative à la mise en oeuvre du schéma national de véloroutes et voies vertes. -
Elaboration des volets régionaux**

NOR : *ATED0100204C*

(Texte non paru au *Journal officiel*)

Le comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire du 15 décembre 1998 a adopté le schéma national de véloroutes et voies vertes, issu des travaux menés sous l'égide du Comité national de suivi de la politique du vélo. La réalisation d'un réseau structurant de 7 à 9 000 km offrant à terme un maillage de tout le territoire, répond aux orientations de la politique d'aménagement du territoire définies par la loi d'orientation pour l'aménagement et le développement durable du territoire du 25 juin 1999.

Sa mise en oeuvre est inscrite dans les contrats de plan Etat-région avec des moyens financiers importants, rappelés en annexe 3, qu'il convient dès maintenant de mobiliser.

Par sa contribution à la cohésion territoriale, la mise en oeuvre du schéma doit entraîner la création d'emplois permanents, dans le domaine des loisirs, des services et de l'aménagement, participer à la revitalisation rurale et servir de liaison entre les villes de toutes les régions françaises. Le réseau ainsi créé renforcera l'attractivité touristique des régions traversées tout en favorisant le développement des modes de déplacement non polluants, qui s'inscrit à long terme dans la stratégie de lutte contre le changement climatique.

L'objectif est d'établir pour chaque région le volet régional du schéma national des véloroutes et voies vertes, qui devra tenir compte des aménagements existants ou des projets régionaux.

L'élaboration de ce volet régional repose sur une démarche conjointe Etat-région qui doit être organisée dans le cadre d'un comité régional de développement des véloroutes et voies vertes.

Ce comité doit associer dès le départ les collectivités territoriales, les services déconcentrés de l'Etat, les institutions et organismes oeuvrant au développement économique et touristique, ainsi que les diverses associations d'usagers, selon la liste indicative fournie en annexe 5.

Dans un certain nombre de régions, un tel comité existe déjà. Vous veillerez alors à ce que les services de l'Etat y soient pleinement associés et que la référence au schéma national soit effective. Dans le cas contraire, nous vous demandons de former ce comité régional en partenariat avec le président du conseil régional.

Le comité régional de développements des véloroutes et voies vertes élaborera d'ici au 31 décembre 2001 un projet de volet régional du schéma national de véloroutes et voies vertes, conformément aux objectifs inscrits dans les schémas de services collectifs. Lors de la phase d'élaboration, des échanges réguliers devront être menés entre le comité régional et une mission nationale véloroutes et voies vertes en voie de constitution.

Vous adresserez ce projet à la mission nationale, qui jugera de sa conformité avec le schéma national, de sa cohérence avec les autres volets régionaux et avec le réseau européen. Si des modifications apparaissent nécessaires, elles vous seront communiquées afin que vous les soumettiez au comité régional.

Après avis des différents ministères concernés et approbation par la mission nationale, le volet régional pourra être adopté par le comité régional. L'adoption de l'ensemble des volets régionaux devra intervenir au plus tard le 30 juin 2002.

Afin d'assurer la continuité d'un itinéraire sur de grandes distances et sa cohérence avec le schéma national, des comités interrégionaux d'itinéraires pourront être proposés à votre initiative ou à celle de la mission nationale véloroutes et voies vertes.

Le schéma national de véloroutes et voies vertes s'inscrivant enfin dans une démarche européenne à laquelle la Commission apporte un soutien, il conviendra de veiller à la continuité des itinéraires transfrontaliers soient réalisés.

La mission nationale véloroutes et voies vertes favorisera la liaison avec les autorités compétentes des pays voisins. Les régions éligibles aux programmes européens (INTERREG III B et C, LEADER, etc.) pourront bénéficier de financements complémentaires favorisant la mise en oeuvre du schéma national dans leur région.

Nous vous demandons de nous faire part, sous le timbre de la direction des études économiques et de l'évaluation environnementale, des difficultés pouvant résulter de la mise en oeuvre de la présente circulaire.

Le cahier des charges et la carte issue du CIADT que nous vous faisons parvenir constituent le cadre de référence du schéma national des véloroutes et des voies vertes. Est également jointe la déclaration adoptée à Lille, le 12 septembre 2000, pour un « Réseau vert européen ».

*La ministre de l'aménagement du
territoire
et de l'environnement,
Dominique Voynet*

*Le ministre de l'équipement,
des transports et du
logement,*

La secrétaire d'Etat au
Tourisme
Michelle Demessine

ANNEXE SOMMAIRE

Annexe I. - Carte du schéma national de véloroutes et voies vertes adopté au Comité interministériel d'aménagement et de développement du territoire en décembre 1998.

Annexe II. - Rôle du comité régional pour la mise en oeuvre du volet régional du schéma national des véloroutes et voies vertes.

Annexe III. - La répartition des crédits pour la mise en oeuvre du schéma national des véloroutes et voies vertes.

Annexe IV. - La maîtrise d'ouvrage et la structure de gestion.

Annexe V. - Liste indicative des partenaires du comité régional de développement des véloroutes et voies vertes.

ANNEXE I

CARTE DU SCHÉMA NATIONAL DE VÉLOROUTES ET VOIES VERTES ADOPTÉ AU COMITÉ INTERMINISTÉRIEL D'AMÉNAGEMENT ET DE DÉVELOPPEMENT DU TERRITOIRE EN DÉCEMBRE 1998

ANNEXE II

RÔLE DU COMITÉ RÉGIONAL POUR LA MISE EN OEUVRE DU VOLET RÉGIONAL DU SCHÉMA NATIONAL DES VÉLOROUTES ET VOIES VERTES

Le comité régional devra être en mesure d'assurer la coordination et la promotion du volet régional. Il devra en particulier :

1. Assurer la cohérence du volet régional avec le schéma national et avec les autres outils de planification locaux et régionaux, comme les schémas régionaux de développement touristique, et coordonner les études préalables avec les élus des territoires concernés.
2. Organiser des réunions de concertation avec les régions limitrophes ; le cas échéant dans le cadre des comités interrégionaux d'itinéraires.
3. Mettre en place des outils d'évaluation, conformément au cahier des charges.
4. Rechercher un ou des maîtres d'ouvrage pour la réalisation, coordonner leur action s'ils sont plusieurs, et contrôler la conformité des réalisations au projet.
5. Valoriser les itinéraires existants en s'appuyant sur les études et réalisations déjà entreprises.
6. Evaluer les besoins de financement en ce qui concerne la signalisation des itinéraires (avec une attention particulière à leur homogénéité), les travaux légers d'aménagement (abris, haltes, aménagements de points de vue), la réalisation et l'édition de cartes.
7. Evaluer les besoins en ce qui concerne la mise en place et la réalisation des relais vélos.
8. Conduire la réflexion sur l'animation des itinéraires à des fins de sensibilisation des partenaires concernés et s'assurer que la signalisation, l'entretien et l'animation des itinéraires sont pris en compte de façon durable.
9. Assurer l'évaluation et le suivi de l'impact socio-économique.

ANNEXE III

LA RÉPARTITION DES CRÉDITS POUR LA MISE EN OEUVRE DU SCHÉMA NATIONAL DES VÉLOROUTES ET VOIES VERTES

Pour mettre en oeuvre ce programme, le gouvernement s'est fortement engagé, dans le cadre des contrats de plan Etat-région ; le MATE à hauteur de 100 MF sur la période 2000-2006 (soit environ 15 MF/an), le ministère de la jeunesse et des sports à hauteur de 15 MF. Le ministère de l'équipement, des transports et du logement examinera les projets de financement des voies vertes dans leur relation avec le réseau routier national dans le cadre des crédits affectés au renforcement et à la sécurisation de ce réseau. Le secrétariat d'Etat au tourisme, pour sa part, concourt à la mise en oeuvre du schéma national véloroutes et voies vertes dans seize régions, dans le cadre des contrats de plan Etat-Région ou de leurs avenants « intempéries ».

Le bon déroulement des programmes retenus dans le contrat de plan Etat-Région devra être assuré dès 2001.

Pour les régions n'ayant pas contractualisé cette action, des crédits d'études pourront être alloués, dans la limite des

budgets disponibles.

Principes de mise en oeuvre des crédits délégués

1. Tracés validant des itinéraires s'appuyant sur des tronçons existants :

Les crédits seront prioritairement utilisés pour la mise en conformité de ces tronçons avec le cahier des charges national, pour les aménagements favorisant la continuité des itinéraires existants, leur raccordement avec les nouveaux tracés, l'adaptation du jalonnement.

2. Tracés étudiés d'itinéraires restant à aménager :

Avant d'être consacrés à des aménagements, la priorité pour l'utilisation des crédits ira aux études d'avant-projet détaillé. Ces études porteront notamment sur les modalités de réalisation des véloroutes et des voies vertes, les questions de sécurité des usagers, la gestion et l'entretien des itinéraires, en conformité avec le cahier des charges national. La réalisation est également éligible.

3. Tracés restant à déterminer :

Les crédits seront affectés en priorité aux études de faisabilité. Les études de faisabilité porteront sur les choix d'itinéraires, la proportion de voies vertes retenues, leur intégration paysagère, les études d'impact sur l'environnement, en particulier pour évaluer les effets induits des voies vertes sur les espaces sensibles.

Pour tous les tracés, les crédits peuvent également porter sur la dimension touristique et de loisirs d'un itinéraire (potentialité patrimoniale, capacité d'accueil et d'hébergement, complémentarités touristiques) sur la dimension socio-économique (les services associés à créer), et sur la nécessaire organisation de l'intermodalité.

Concernant les relais vélos, les études pourront porter sur le choix de l'emplacement et de la conception de relais vélos en liaison avec les partenaires concernés ; la réalisation pourra bénéficier de crédits d'investissement.

Mobilisation des autres crédits

Il convient également de mobiliser tous les autres crédits tels que ceux du FNADT ou ceux qui relèvent du 1 % paysage, du versement transport, des contrats de ville, des contrats d'agglomération et des contrats de pays. Il faudra également tenir compte des programmations financées par des partenaires tels que Voies navigables de France, la SNCF et les collectivités locales.

ANNEXE IV LA MAÎTRISE D'OUVRAGE ET LA STRUCTURE DE GESTION

Le comité régional de développement des véloroutes et voies vertes et les collectivités territoriales concernées détermineront en fonction du projet ou des projets d'itinéraires retenus la formule la plus adaptée de maîtrise d'ouvrage. Il est souhaitable de rechercher une maîtrise d'ouvrage unique du réseau sur un tronçon suffisamment important, notamment pour assurer la cohérence d'ensemble des véloroutes et voies vertes et des économies d'échelle lors de la phase de réalisation.

Il est également souhaitable que le comité régional de développement des véloroutes et voies vertes et les collectivités territoriales concernées se préoccupent de désigner ou de créer une structure de gestion et d'entretien des aménagements.

Cette disposition est en particulier requise dans le cas des itinéraires existants intégrés au schéma national de véloroutes et voies vertes.

Il est nécessaire enfin que soit établi un cahier des charges des caractéristiques techniques pour l'ensemble de l'itinéraire, assurant un niveau de services homogène.

ANNEXE V

LISTE INDICATIVE DES PARTENAIRES DU COMITÉ RÉGIONAL DE DÉVELOPPEMENT DES VÉLOROUTES ET VOIES VERTES

Les services déconcentrés de l'Etat :

- direction régionale de l'environnement ;
- direction régionale de la jeunesse et des sports ;
- direction régionale de l'équipement ;
- direction régionale du tourisme ;
- directions départementales de l'équipement ;
- directions départementales de la jeunesse et des sports ;
- directions départementales de l'agriculture et de la forêt ;
- centres d'études techniques de l'équipement.

Les collectivités territoriales, leurs groupements et autres organismes territoriaux :

- le conseil régional et les conseils généraux ;
- les pays ;
- les agglomérations ;
- les communes, les établissements publics de coopération intercommunale ;

- les parcs naturels régionaux ;
- les comités régionaux du tourisme ;
- les comités départementaux du tourisme, les offices du tourisme, ainsi que les structures en dépendant... ;
- les associations, en particulier celles oeuvrant pour le développement du vélo (notamment l'Association française des véloroutes et voies vertes, la Fédération française de cyclotourisme et la Fédération des usagers de bicyclette), toutes les formes de randonnée et de protection et mise en valeur de l'environnement ;
- les partenaires professionnels : chambres consulaires, syndicats professionnels.

Les établissements et entreprises publics :

- Office national des forêts ;
- Voies navigables de France ;
- Réseau ferré de France ;
- Société nationale des chemins de fer,...

SCHÉMA NATIONAL DES VÉLOROUTES ET VOIES VERTES

Cahier des charges

(31 mai 2001)

SOMMAIRE

Préambule.

1. Définition.
 2. Le schéma national des véloroutes et voies vertes.
 3. Traversées d'agglomérations.
 4. Types et statuts des voies empruntées par les véloroutes voies vertes.
 5. Caractéristiques techniques.
 6. Signalisation.
 7. Entretien et gestion d'un itinéraire.
 8. Services et animation d'un itinéraire.
 9. Boucles locales.
 10. Evaluation environnementale et enquête publique.
- Liste des annexes.

Préambule

Phénomène de notre temps, l'utilisation du vélo se développe, tant pour une pratique de loisirs et de tourisme que comme mode de déplacement urbain ou interurbain sur de courtes distances.

La forte demande sociale, le dynamisme du mouvement associatif se dotant depuis quelques années d'une capacité d'expertise, le soutien européen et les expériences conduites par des régions, des départements et des villes ont fait prendre conscience de la nécessité de créer des itinéraires cyclables sécurisés et partagés avec d'autres catégories d'usagers non motorisés.

L'objectif prioritaire est de constituer au niveau français un réseau de grands itinéraires cyclables de longue distance pouvant être empruntés par tronçons, permettant éventuellement d'autres déplacements non motorisés, ne laissant aucune région à l'écart et reliés au réseau européen qui se développe actuellement. Un inventaire des réseaux cyclables est en cours de constitution dans certaines régions prêtes à doter leur territoire d'itinéraires, dénommés en France véloroutes et voies vertes, pour répondre à l'attente non seulement de la population française, mais aussi des touristes en provenance des pays européens.

De nombreuses expériences étrangères montrent le succès de ce type d'itinéraires de longue distance :

- ils représentent un instrument d'aménagement du territoire et de diversification de l'offre locale touristique et de loisirs, permettant le développement d'un tourisme durable ;
- ils assurent une liaison sécurisée entre les villes et dans les traversées des agglomérations ;
- ils permettent la découverte de patrimoines urbains et ruraux, naturels et culturels, la découverte de terroirs et de pays, grâce à des modes de déplacement respectueux de l'environnement ;
- ils génèrent de nouvelles retombées de développement social et économique, et favorisent la création d'emplois et l'émergence de nouveaux métiers.

Le document de référence que constitue le présent cahier des charges doit permettre d'assurer une cohérence nationale et une offre de qualité des services et des aménagements dans leur conception, leur réalisation, leur gestion et dans l'animation du réseau. Des fiches techniques fourniront des informations complémentaires dans des domaines tels que les revêtements, les pentes, les traversées d'agglomérations, les relais vélo...

Cette première édition sera complétée ultérieurement en fonction de l'état d'avancement du schéma national véloroutes et voies vertes.

1. Définition

1.1. Les « véloroutes » sont des itinéraires pour cyclistes à moyenne et longue distance, d'intérêt départemental, régional, national ou européen, reliant les régions entre elles et traversant les agglomérations dans de bonnes conditions. Elles empruntent tous types de voies sécurisées, dont les voies vertes. Elles doivent répondre aux critères ci-dessous :

- linéarité : itinéraire allant d'une ville à une autre ville le plus directement possible ;
- continuité : l'itinéraire ne doit pas être interrompu, y compris dans les traversées des agglomérations ;
- sécurité : les cyclistes doivent bénéficier d'un très haut niveau de sécurité, en particulier vis-à-vis des véhicules à moteur mais également dans certaines conditions particulières d'aménagement de l'itinéraire (zones de remblais, bords de voies d'eau, etc.) ;
- jalonnement et balisage : l'itinéraire doit faire l'objet d'un jalonnement et d'un balisage spécifiques et uniformes sur son ensemble, et facilement identifiables ;
- services : l'itinéraire doit offrir aux usagers un certain nombre de services liés à l'utilisation du vélo, au tourisme, aux transports en commun et plus précisément aux trains, à l'information et à la réservation ;
- entretien : l'itinéraire doit faire l'objet d'un entretien permettant son utilisation permanente ;
- usage : ces itinéraires doivent être adaptés à tous les cyclistes, y compris les moins expérimentés et entraînés. A cet effet, en règle générale, leur déclivité sera fortement limitée, de l'ordre de 3 % (sauf dans les zones de montagne, où il conviendra de rechercher cependant les déclivités les moins fortes) ;
- mode d'utilisation : ces itinéraires doivent être incitatifs mais pas obligatoires, les cyclistes conservant la possibilité d'aller sur les autres parcours. Ils peuvent utiliser les aménagements cyclables les plus sécurisés, et en priorité les « voies vertes », qui seront à privilégier.

1.2. Les « voies vertes » sont des aménagements en site propre réservés aux déplacements non motorisés. Elles sont destinées aux piétons, aux cyclistes, aux rollers, aux personnes à mobilité réduite et, dans certains cas, aux cavaliers, dans le cadre du tourisme, des loisirs et des déplacements de la population locale. Elles doivent être accessibles au plus grand nombre, sans grande exigence physique particulière, sécurisées et jalonnées.

Elles seront conçues de façon à satisfaire, tronçon par tronçon, tous les utilisateurs visés.

2. Le schéma national des véloroutes et voies vertes

Le réseau des itinéraires cyclables d'intérêt national, appelé « schéma national des véloroutes et voies vertes », a été élaboré dans le cadre du XII^e Plan. Il est représenté sur la carte jointe ci-après, approuvée par le Comité interministériel de l'aménagement et de développement du territoire (CIADT) du 15 décembre 1998.

Le schéma national est financé dans le cadre des contrats de plan Etat-région. A ce titre, il doit faire l'objet d'une évaluation environnementale stratégique. Il s'inscrit dans le cadre de la loi d'aménagement et de développement durable du territoire n° 99-533 du 25 juin 1999 au titre des schémas de services collectifs.

Cinq principes ont guidé l'élaboration de ce réseau :

- réaliser un réseau structurant de 7 000 à 9 000 kilomètres maximum ;
- rechercher en priorité les possibilités de voies vertes utilisant des infrastructures peu dénivelées (voies ferrées désaffectées, chemins de services (cf. note 1) le long de canaux et rivières, voies cyclables existantes...) et accessibles à tous publics ;
- relier les principales villes entre elles et les traverser ;
- proposer au moins une véloroute par région, en tenant compte notamment de l'attrait touristique de ces régions et des agglomérations, bourgs et villages traversés ;
- assurer la continuité avec les réseaux existants ou envisagés dans les pays voisins, et notamment avec les itinéraires européens.

Les itinéraires proposés tiennent compte des propositions de divers partenaires, dont l'AF3V, la FFCT et la FUBICY, et des projets recensés par les correspondants vélo des CETE.

L'échelle de la carte est telle qu'il reste une latitude d'adaptation des itinéraires en projet aux exigences locales. En particulier, le choix des tracés devra tenir compte, autant que possible :

- des opportunités d'itinéraires en site propre ;
- de l'attrait des paysages naturels, architecturaux urbains ;
- de l'animation du futur itinéraire : services liés au vélo, au tourisme et aux loisirs, aux facilités d'accès...

Cette carte est un document évolutif ; elle sera actualisée à mi-parcours du contrat de plan.

D'autres itinéraires venant se greffer sur ce réseau structurant d'intérêt national pourront être aménagés en fonction des initiatives locales.

3. Traversées d'agglomérations

Les véloroutes et voies vertes, itinéraires cyclables reliant les agglomérations et les traversant doivent permettre de répondre à plusieurs demandes de déplacements à vélo dans les villes et à leur approche :

- constituer des voies d'entrée et de sortie des agglomérations pour les habitants et pour les touristes qui souhaitent les visiter à vélo ; elles peuvent représenter une opportunité pour créer un axe structurant au coeur d'un réseau cyclable urbain ;
- assurer un cheminement à l'intérieur des agglomérations, doté de points de stationnement aménagés pour assurer la protection des vélos et des bagages contre le vol ;

- s'intégrer au tissu socio-économique local et desservir autant que possible les équipements ouverts au public (commerces, gares, écoles), les points d'intérêt touristique et les zones de loisirs, et constituer un outil de requalification ou de valorisation de la ville ;

- proposer, en agglomération, des contournements pour certains utilisateurs sportifs en complément de ces itinéraires.

Le traitement des entrées dans les agglomérations, de leur traversée et de leur contournement suppose donc la mise au point de véritables stratégies de déplacements urbains, à traiter dans le cadre des plans de déplacements urbains (PDU), lorsqu'ils existent. Ces cheminements devront être intégrés dans d'autres politiques contractuelles (contrats de ville, d'agglomération, contrats de pays...) afin de se mettre en cohérence avec ces différents outils.

4. Types et statuts des voies empruntées par les véloroutes et les voies vertes

Les véloroutes pourront emprunter :

- des voies vertes, qui devront constituer à terme l'essentiel du schéma national des véloroutes ;

- des routes secondaires à circulation modérée (maximum 1 000 véhicules/jour). L'utilisation de ces petites routes dites « tranquilles » sera fonction de l'accidentologie tous modes de déplacements repérée sur ces routes, du profil, de la visibilité générale, du trafic automobile et des poids lourds, et de la vitesse des véhicules. Une signalisation spécifique sera nécessaire pour alerter fortement les automobilistes que ces routes constituent des voies partagées. Une fiche technique précisera à quelles conditions ces routes pourront être utilisées pour un itinéraire véloroute ;

- des pistes cyclables, exclusivement réservées aux cycles à deux ou trois roues ;

- en milieu urbain, des zones 30, des couloirs bus mixtes bus-vélo, des rues dont un sens de circulation est réservé aux cyclistes, des allées de parcs urbains, des aires piétonnières... ;

- à titre provisoire, sur de courtes distances, lorsqu'il n'existe pas d'autre solution pour assurer la continuité de l'itinéraire, des bandes cyclables en bordure de chaussée. Dans le cadre de l'itinéraire véloroute, cette possibilité n'est envisageable que dans le cas où aucune autre solution apportant une sécurité renforcée ne peut être adoptée dans l'immédiat en bordure des routes secondaires ou principales (trafic supérieur à 1000 véhicules/jour), du fait de la configuration de l'espace, et après avoir vérifié qu'aucun itinéraire alternatif n'est possible. Les véloroutes constituant une vitrine pour le grand tourisme à vélo, tant pour la traversée des villes qu'en interurbain, le maître d'ouvrage s'engagera alors à réaliser un itinéraire définitif répondant au cahier des charges, en supprimant les bandes cyclables.

Les voies vertes pourront être réalisées soit sur des voies à créer, soit sur des voies existantes :

- chemins de service le long des canaux et des rivières navigables. Voies navigables de France en est généralement gestionnaire pour le compte de l'Etat. La réglementation actuelle ne permet l'accès qu'aux seuls piétons. Afin de les ouvrir à d'autres usagers, des conventions de superposition de gestion seront à conclure avec les collectivités maîtres d'ouvrage et notamment les départements. Le bénéficiaire de la superposition de gestion assurera en particulier la charge de l'entretien supplémentaire nécessaire à la pratique de la randonnée cycliste et des autres usages sur les chemins de services. La réfection préalable des berges et les contraintes d'exploitation devront nécessairement être prises en compte ;

- chemins forestiers. Des conventions seront à conclure, soit avec l'Office national des forêts, soit avec les propriétaires des forêts privées ;

- chemins d'exploitation. Il seront choisis de préférence parmi ceux qui sont déjà goudronnés car utilisés par des engins agricoles. Il faudra veiller à ce que leur intégration à l'itinéraire véloroute soit compatible avec leur usage professionnel ;

- voies ferrées désaffectées. Il appartient aux collectivités territoriales de veiller à s'assurer la maîtrise de l'emprise des voies en les rachetant à leur propriétaire. La procédure de déclassement en vue de la vente de l'emprise ne peut être engagée que lorsqu'une demande d'achat a été formulée par une ou plusieurs collectivités. Lorsqu'ils sont disponibles, les éléments de l'emprise (rails, ballast, équipements annexes) et les anciennes gares peuvent aussi être achetés et utilisés pour l'aménagement de la voie verte ;

- voiries de domaines privés, sous réserve d'une convention assurant un usage permanent de l'itinéraire ;

- emprises au sol de réseaux souterrains (câblage électrique, fibres optiques...) ;

- tous aménagements en site propre en milieu urbain, parties de boulevards ou rues réaffectées, allées de parcs urbains....

5. Caractéristiques techniques

Les voies vertes doivent répondre à certaines caractéristiques :

- largeur souhaitable 3 mètres à 5 mètres (exceptionnellement, minimum : 2,50 m) pour permettre le croisement et le dépassement, et le passage des engins d'entretien et de secours. La largeur sera augmentée sur les sites très fréquentés (présence forte de piétons, utilisation prévue par les rollers et autres usagers) où, dans le cas d'une largeur de 5 mètres, les usagers pourront alors être séparés, en particulier en sortie d'agglomération, sur les sections à forte pente, ou dans le cas de virages sans visibilité ;

- dispositifs empêchant les véhicules motorisés de pénétrer sur la voie verte ;

- déclivité maximale de l'ordre de 3 %, sauf exceptionnellement sur de très courtes distances où on peut admettre une déclivité plus forte (pour franchir un obstacle, une écluse par exemple), et dans les zones de montagne ;

- existence d'accotements d'au moins 0,50 m de largeur ;

- dans le cas des chemins en bordure de voie d'eau, distance de sécurité minimale par rapport au bord de l'eau, et le cas

échiant équipement de protection ;

- revêtement : il devra permettre aux usagers de rouler en toute sécurité, même en cas de pluie prolongée ou dans les passages au sol réputé instable, et utilisable toute l'année. Son choix devra tenir compte du type d'utilisateurs à accueillir et de l'intensité du trafic, du profil de la route (état des bas-côtés, visibilité, vitesse autorisée), et de l'insertion dans l'environnement ;

- croisement avec le réseau routier : les traversées des routes principales seront évitées ou aménagées, avec des îlots séparateurs permettant une traversée protégée en deux temps pour un trafic atteignant 1 000 véhicules/jour, cette valeur pouvant être modulée en fonction du type de circulation et des contraintes du site : visibilité, profil en travers. En cas de trafic très important, quand la sécurité ne peut pas être assurée par un passage en plan, avec une seule file par sens et un îlot séparateur, ces traversées pourront se faire par des feux tricolores en milieu urbain ou par des dénivelées (passerelle, souterrain) en milieu urbain et rural. Pour les traversées de fleuves, il faudra prévoir des ponts, passerelles ou des bacs.

- ces itinéraires bénéficieront d'un traitement paysager particulièrement adapté au site ;

- on s'efforcera d'appliquer les normes d'accessibilité aux personnes à mobilité réduite.

Les véloroutes, lorsqu'elles n'empruntent pas des voies vertes, doivent répondre aux mêmes caractéristiques que les voies vertes en ce qui concerne la déclivité, le revêtement, les traversées de voies à grande circulation, le traitement paysager. La variété des types d'aménagements autres que ceux requis pour les voies vertes ne peut être détaillée dans ce document.

On se reportera à ce sujet aux fiches techniques dont la liste figure en annexe.

6. Signalisation

Les itinéraires devront être équipés :

- de panneaux de police conformes au code de la route ; pour les voies vertes, ils indiqueront les catégories d'utilisateurs admis ;

- d'une signalisation directionnelle (jalonnement) conforme à l'instruction interministérielle sur la signalisation routière, avec si possible indication des distances. Ces panneaux seront complétés par un identifiant (cartouche, cavalier...) indiquant l'appartenance à la véloroute nationale ;

- de panneaux d'information concernant la localisation et le milieu traversé (paysage, faune, flore), les points d'intérêt touristique et les services existants. Sur un itinéraire donné, il est souhaitable de mettre au point une charte graphique valable pour tous les panneaux d'information de cet itinéraire.

Dans le cas de voies vertes sur chemin à gestion partagée, les cogestionnaires assureront l'harmonisation des panneaux d'information avec la charte signalétique du gestionnaire.

Les itinéraires disposant déjà d'un jalonnement spécifique seront complétés de façon à ce que l'itinéraire national soit clairement identifié.

Le balisage des véloroutes et voies vertes sera homogène sur l'ensemble du territoire. Il aura pour support les panneaux de jalonnement ou tout autre support s'intégrant dans le paysage.

Les panneaux de police, de jalonnement et de balisage seront conformes aux principes édictés pour les itinéraires d'intérêt national. Afin de respecter la qualité du paysage traversé et d'assurer une bonne lisibilité, il conviendra d'en éviter la prolifération.

7. Entretien et gestion d'un itinéraire

L'entretien de l'itinéraire concerne essentiellement :

- la chaussée (nettoyage périodique, réparations) ;

- les ouvrages d'art (entretien, contrôle) ;

- les bas-côtés (fauchage, nettoyage périodique, élagage, replantations) ;

- la signalisation (réparation, remplacement) ;

- les équipements divers (bancs, points d'eau, poubelles...) ;

- les relais vélos.

En cas de travaux, le maître d'ouvrage assurera la continuité de l'itinéraire par un itinéraire de remplacement ou décidera de sa fermeture temporaire, en la signalant.

8. Services et animation d'un itinéraire

L'efficacité économique et le dynamisme d'un itinéraire supposent qu'une animation soit pensée et mise en place en même temps que le projet d'itinéraire se développe. Elle doit être permanente et suivie après la réalisation de l'itinéraire. L'animation est multiforme et concerne les services communs à tous les usagers de la véloroute-voie verte, les services liés au tourisme, les services concernant spécifiquement les cyclistes. Ces différents services peuvent relever d'initiatives associatives ou privées qu'il y a lieu d'encourager.

Les services communs à tous les utilisateurs : les relais vélos.

En fonction des opportunités et des zones traversées, ces relais vélos pourront jalonner l'itinéraire et proposer des équipements adaptés aux besoins des usagers. Aussi devront-ils être proposés, en ville ou à la campagne, à partir du patrimoine existant, dans une approche globale et cohérente des tracés et des services à rendre aux utilisateurs :

- en relais principaux : ils seront implantés environ tous les 20 à 30 kilomètres, en fonction de l'intérêt touristique du parcours, de sa spécificité et du nombre de boucles proposées autour de l'itinéraire central. Ils devront être conçus pour accueillir les personnes désirant faire une longue pause, se restaurer, et devront proposer de l'information et de l'animation, et éventuellement des services locaux : office de tourisme, bibliothèque... Ces relais principaux pourront constituer des points d'entrée/sortie importants mais pourront aussi être situés en coeur de ville ou de bourg. A ce titre, tout devra être mis en oeuvre pour faciliter l'accès aux véloroutes-voies vertes par les différents modes de transports : voiture, vélo, train, bateau... Les lieux d'hébergement seront proches de l'itinéraire ;

- en relais secondaires : implantés tous les 8 à 10 kilomètres environ, leur vocation principale est le repos et l'information. Ils pourront aussi être un lieu d'animation de la véloroute-voie verte. Ces relais secondaires pourront être implantés le long de l'itinéraire, en centres villes ou de bourgs et également au niveau des entrées/sorties de la véloroute-voie verte et des accès aux circuits cyclistes ou propres à d'autres modes de déplacement croisant l'itinéraire ;

- en simple haltes de repos permettant à chacun de faire une courte pause sans gêner les déplacements des autres usagers.

Les services concernant spécifiquement les cyclistes.

Les cyclistes ont des besoins spécifiques comme :

- la location/réparation de vélos ;
- le stationnement des vélos assurant la sécurité contre le vol. Les supports de stationnement devront être implantés à proximité des lieux fréquentés par les cyclistes ;
- les services liés au transport des vélos : ce sont tous les équipements et aménagements permettant une liaison entre les différents modes de déplacement et la véloroute-voie verte :
 - stationnement pour les voitures,
 - liaisons avec le réseau cyclable urbain,
 - liaisons cyclables avec les gares,
 - transports en commun desservant la véloroute-voie verte.

Les services liés au tourisme.

Ces services concernent l'hébergement, la restauration et l'information des utilisateurs, ainsi que la promotion des itinéraires :

- hébergement-restauration : il est nécessaire de sensibiliser les restaurateurs et hébergeurs (hôteliers, gestionnaires de campings, propriétaires de chambres d'hôtes) des zones traversées par des véloroutes à l'accueil des usagers. Des équipements particuliers doivent être encouragés (locaux fermés pour ranger les vélos) et des services spécifiques doivent être mis en oeuvre : information sur l'itinéraire, alimentation adaptée (paniers repas, petits déjeuners), voire transport des bagages à l'étape suivante ;

- information des utilisateurs, par des panneaux d'information ou d'interprétation, des cartes et brochures, et par les offices de tourisme ;

- promotion des itinéraires : la promotion du réseau de véloroutes-voies vertes sera mise en place au niveau national. Elle devra être complétée au niveau régional par des actions auprès des clientèles cibles (habitants des villes proches, grandes agglomérations françaises, touristes européens) à réaliser par les acteurs locaux du tourisme (comités régionaux et départementaux du tourisme, offices de tourisme).

9. Boucles locales

Autour des itinéraires véloroutes et voies vertes, il est souhaitable de développer des boucles susceptibles de desservir, par exemple, des sites remarquables ou plus simplement des villages et services locaux qui ne seraient pas directement situés sur l'itinéraire inscrit au réseau national. Il peut en être de même pour d'éventuels raccordements à des gares SNCF situées en dehors de l'itinéraire. Le jalonnement, sur une véloroute, des équipements ou pôles situés à proximité, s'inscrit dans le projet véloroutes-voies vertes et peut être financé comme tel.

Le financement de telles boucles sera envisagé à mi-parcours du Plan, notamment dans le cadre des contrats de villes, de pays ou d'agglomération.

10. Evaluation environnementale et enquête publique

La réalisation du schéma national des véloroutes et voies vertes doit avoir un caractère exemplaire et intégrer la prise en compte de l'environnement dans ses phases successives : détermination du tracé des itinéraires régionaux ou interrégionaux, réalisation des grands tronçons ; aménagement ou construction d'un ouvrage particulier important.

Phase schéma.

Evaluation environnementale stratégique. Le schéma national des véloroutes et voies vertes devra être établi en respectant les principes de transparence, de protection de l'environnement et de précaution.

La concertation devra être largement développée et des analyses, notamment portant sur les milieux naturels et les paysages, devront être réalisées.

Phase projet.

Le réseau sera mis en oeuvre progressivement, dans le cadre des procédures réglementaires existantes.

Dans la phase opérationnelle, sur le fondement des articles L. 122-1 à L. 122-3 du code de l'environnement et du décret n° 77-1141 du 12 octobre 1977 modifié par le décret n° 93-245 du 25 février 1993, une étude d'impact est exigible pour tout

projet d'un coût égal ou supérieur à 12 millions de francs.

A cet égard, un itinéraire régional ou interrégional, qui constitue par nature un ensemble fonctionnel, doit être considéré comme un projet dès lors que sa réalisation a été décidée de façon certaine.

Pour la conduite de l'étude et son insertion dans les procédures réglementaires, la règle à suivre est celle prévue au 2^e alinéa de l'article 2 du décret du 12 octobre 1977 pour les programmes de travaux :

« Lorsque la totalité des travaux prévus au programme est réalisée de manière simultanée, l'étude d'impact doit porter sur l'ensemble du programme. Lorsque la réalisation est échelonnée dans le temps, l'étude d'impact de chacune des phases de l'opération doit comporter une appréciation des impacts de l'ensemble du programme. »

L'étude d'impact doit permettre d'évaluer les incidences de la réalisation de chacun des itinéraires sur l'environnement.

a) Etude d'impact :

Le réseau sera mis en oeuvre progressivement, dans le cadre des procédures existantes.

Lorsque le coût total des projets (acquisitions comprises), sera égal ou supérieur à 12 millions de francs, ces travaux seront soumis à une étude d'impact de leurs incidences sur l'environnement - au titre des articles L. 122-1 à L. 122-3 du code de l'environnement (voir le décret du 12 octobre 1977, modifié par le décret du 25 février 1993).

Cette analyse devra permettre de vérifier, en particulier, que la réalisation du projet est compatible avec la préservation de la qualité des milieux traversés et la fréquentation supplémentaire qu'elle entraîne.

Une analyse de la qualité écologique et de la richesse de la faune et de la flore des sites auquel l'accès sera ainsi ouvert devra être présentée, de même qu'une définition des caractéristiques paysagères de ces territoires, permettant une bonne intégration des ouvrages. L'analyse des conséquences de ces travaux sur le fonctionnement des systèmes hydrauliques devra aussi constituer un des points forts de cette analyse des incidences du projet.

b) Enquête publique :

Les travaux devront faire l'objet d'une enquête publique en application des articles L. 123-1 à L. 123-16 du code de l'environnement et conformément aux dispositions du décret du 23 avril 1985 relatif à la démocratisation des enquêtes publiques et à la protection de l'environnement.

Dans tous les cas, devra être mise en place une concertation avec le public, dont l'avis sera pris en compte lors de la décision du tracé et dans le dessin des ouvrages. Seront consultées, à cette fin, en particulier les organisations représentatives en matière de protection de l'environnement et les associations d'usagers représentatives.

Edition : ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement, ministère de la jeunesse et des sports, ministère de l'équipement, des transports et du logement, secrétariat d'Etat au tourisme, Voies navigables de France.

Illustrations : à compléter.

Réalisation : ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement.

Rédaction : C. Corcin, L.N.Netter, AFIT.

Comité de rédaction : Comité interministériel de suivi de la politique vélo, groupe de travail Véloroutes-Voies vertes : S. Baholet (secrétariat d'Etat au tourisme), C. Corcin (AFIT), D. Delaye (ministère de la jeunesse et des sports), C. Chanet (SETRA), G. Fourt (VNF), C. Gueguen (CETE Ouest), J.M. Guernon (ministère de l'équipement, des transports et du logement), C. Jacob (IAURIF), F. Kiéfé (ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement), G. Laferrère (CERTU), J.-J. Laine (CETE Lille), J.-P. Lepetit (AF3V), G. Lieutier (CETE Aix-en-Provence), E. Metzger (CETE Lyon), S. Neulet (FFCT), A. Pruvost (CETE Normandie-Centre), B. Renou (FUBICY), B. Robert (Association des départements cyclables), A. Schoell (CETE Bordeaux), J.-M. Tetart (ministère de l'équipement, des transports et du logement), F. Tortel (CETE-Est), E. Trevin (DREIF), D. Trojanowski (AF3V), C. Zysberg (ministère de l'aménagement du territoire et de l'environnement).

Diffusion : par les organismes membres du Comité de rédaction.

ANNEXES

Annexe 1 : carte du réseau.

Annexe 2 : liste des fiches techniques « véloroutes-voies vertes » prévues.

Annexe 3 : bibliographie.

GLOSSAIRE

ADC : Association des départements cyclables. AFIT : Agence française de l'ingénierie touristique. AF3V : Association française de développement des véloroutes et voies vertes. CERTU : Centre d'études sur les réseaux, les transports, l'urbanisme et les constructions publiques. CETE : Centre d'études techniques de l'équipement. DDE : Direction départementale de l'équipement. DDJS : Direction départementale de la jeunesse et des sports. DIREN : Direction régionale de l'environnement. DRE : Direction régionale de l'équipement. DREIF : Direction régionale de l'équipement d'Ile-de-France. DRJS : Direction régionale de la jeunesse et des sports. DRT : Délégation régionale du tourisme. FFCT : Fédération française de cyclotourisme. FUBICY : Fédération des usagers de la bicyclette. IAURIF : Institut d'aménagement et d'urbanisme de la région Ile-de-France. ONF : Office national des forêts. RFF : Réseau ferré de France. SETRA : Service d'études techniques des routes et autoroutes. SNCF : Société nationale des chemins de fer français. VNF : Voies navigables de France.

Considérant les engagements pris lors de la conférence des Nations unies sur l'environnement et le développement (Rio de Janeiro, 3-14 juin 1992) et leurs développements ultérieurs dans le cadre de l'agenda 21,

Considérant les dispositions de la Charte des villes européennes pour la durabilité (Aalborg, Danemark, 27 mai 1994),

Considérant la directive cadre européenne relative à la qualité et l'amélioration de l'air (27 septembre 1996),

Considérant le schéma de développement de l'espace communautaire, approuvé à Postdam en mai 1999 par le conseil informel des ministres responsables de l'aménagement du territoire, visant à contribuer à un développement spatial durable et équilibré à grande échelle, notamment par une harmonisation des besoins spatiaux de l'économie et de la société tenant compte des vocations écologiques et culturelles des espaces,

Considérant la demande croissante d'aménagement et de services en faveur des déplacements non motorisés afin de réduire les encombrements, le bruit et la pollution de l'air,

Considérant la demande des usagers pour des espaces accessibles à tous permettant la pratique de loisirs actifs et en toute sécurité, et l'impact favorable de ceux-ci sur la santé publique,

Considérant que les voies réservées au déplacement des non motorisés sont de nature à favoriser le tourisme durable ainsi que le renouveau du tissu socio-économique local, particulièrement en zone rurale et en zone de reconversion économique,

Prenant en compte les impacts positifs des réseaux de voies vertes existantes sur la conservation des paysages et des milieux naturels, sur la conservation et la réhabilitation du patrimoine local, sur le développement économique et social, sur l'essor des déplacements non motorisés,

Considérant l'impact favorable des réseaux de voies vertes sur la qualité de vie en milieu urbain et périurbain par la création d'espaces de loisirs et de transport non motorisé réhabilitant les zones industrielles et les friches urbaines,

Considérant l'intérêt des voies vertes pour favoriser le développement des déplacements non motorisés pour les trajets domicile-travail, école, zone de loisirs, etc.

Considérant la complémentarité d'un réseau de voies vertes dans le cadre de l'intermodalité avec un système performant de transports collectifs, notamment les offres combinées train/tram/bus + vélo, parkings relais, etc.

Nous, participants des journées de Lille des 11 et 12 septembre 2000, souhaitons voir se développer un « Réseau vert européen » réservé aux usagers non motorisés, combinant majoritairement des voies vertes et dans une moindre mesure des routes à faible trafic et faible vitesse aménagées, permettant à la fois l'offre d'itinéraires continus de grande distance mais également celle d'un maillage local pour les déplacements et les loisirs de proximité, s'appuyant sur la mise à disposition d'un ensemble de services les rendant attractifs, continus et fiables.

Compte tenu de l'analyse des différentes expériences européennes et l'étude des définitions existantes, nous proposons d'adopter, pour les voies vertes, la définition de travail suivante : « voies de communication autonomes réservées aux déplacements non motorisés, développées dans un souci d'aménagement intégré valorisant l'environnement et la qualité de vie, et réunissant des conditions suffisantes de largeur, de déclivité et de revêtement pour garantir une utilisation conviviale et sécurisée à tous les usagers de toute capacité ». A cet égard, l'utilisation des chemins de halage et des voies ferrées désaffectées constitue un support privilégié de développement des voies vertes.

Prenant en compte les nombreuses réalisations exemplaires européennes, notamment les voies vertes référencées dans le « Guide des Bonnes Pratiques » réalisé par l'AEVV avec le soutien de l'Union européenne, nous, signataires de cette Déclaration pour un « Réseau vert européen », nous engageons à oeuvrer en faveur du développement d'un réseau de voies vertes et nous demandons

A l'Union européenne :

- de considérer le « réseau vert européen » comme l'un de ses objectifs prioritaires ;
- de veiller à inclure le Réseau vert européen et les voies vertes dans les programmes utilisant les fonds européens notamment les fonds structurels ;
- de faciliter l'adoption d'une définition commune et une harmonisation des normes de qualité et de jalonnement ;
- de faciliter la mise au point de méthodologie commune pour l'étude et le choix des tracés et des projets, favorisant la valorisation économique et sociale des espaces traversés et prenant en compte la qualité des espaces naturels ;
- de faciliter l'élaboration, la construction, l'évaluation et la promotion du Réseau vert européen ;
- de faciliter la réalisation d'itinéraires européens structurants et leurs prolongements dans les pays membres du Conseil de l'Europe ;
- de mettre en place un comité consultatif européen « Voies vertes ».

Aux Etats de l'Union européenne :

- de garantir la mise en cohérence de leurs réseaux nationaux de voies vertes par l'établissement de schémas directeurs et des normes convergentes de qualité et de jalonnement ;
- d'établir des lignes de financement pérennes permettant la planification, la réalisation et la gestion de réseaux nationaux de voies vertes ;
- de soutenir le lancement de campagnes de mobilisation des administrations et des pouvoirs locaux et régionaux à l'intérêt de mener une politique de développement des voies vertes.

Aux pouvoirs locaux et régionaux :

- de s'engager à développer les réseaux de voies vertes :
 - en les intégrant comme équipements structurants dans les documents d'urbanisme, en leur affectant un pourcentage des budgets réservés au financement voirie et transports ;
 - en préservant les voies désaffectées, les ouvrages d'art et les bâtiments de service permettant la réalisation de voies

vertes et de leurs équipements annexes, par des réservations ou acquisitions conservatoires ;

- en valorisant le patrimoine naturel, culturel et architectural présent sur les voies vertes ou à proximité ;
- en favorisant l'implantation des services aux usagers des voies vertes ;
- en promouvant sur leur territoire la voie verte comme une voirie de haute qualité et respectueuse de l'environnement ;

- en travaillant à ces objectifs en concertation avec toutes les associations.

Aux gestionnaires de voies ferrées, de voies navigables, de chemins forestiers :

- d'accorder un droit de préférence à la ré-affectation des infrastructures et des équipements désaffectés pour les besoins de développement des voies vertes ;
- d'adapter les infrastructures et équipements existants à un usage en tant que voie verte au fur et à mesure des possibilités offertes par l'évolution du service ;
- de faciliter la connexion des voies vertes avec les services de transport ferrés et fluviaux.

Aux associations :

- de participer à l'élaboration des voies vertes au niveau local, régional, national et européen ;
- d'effectuer un suivi qualitatif des voies vertes en lien avec les pouvoirs locaux et régionaux ;
- de contribuer à assurer la promotion et l'animation des voies vertes.

En conséquence, nous, signataires de cette déclaration, pour faciliter l'adoption et le développement de l'ensemble de ces propositions, proposons la mise en place :

- d'une mission permanente « Réseau vert » à l'échelle du territoire de l'Union européenne confiée à l'AEVV, en liaison avec le comité consultatif « Voies vertes » sollicité de l'Union européenne,
- pour finaliser, la production d'une charte européenne des voies vertes ;
- pour assurer la promotion, la coordination et le suivi du développement des voies vertes.
- d'un colloque européen bi-annuel d'évaluation des politiques menées ;
- de plates-formes nationales de promotion et de coordination du développement des voies vertes ;
- de lignes spécifiques de financement au niveau de l'Union européenne, des Etats, des collectivités locales.

Liste des fiches techniques Véloroutes-Voies vertes

proposées par le Comité de suivi vélo

A paraître :

- traversées d'agglomérations ;
- profils en travers ;
- structure, revêtements, entretien ;
- relais vélo ;
- traitement des intersections/extrémités ;
- jalonnement, signalisation, réglementation ;
- les cyclistes et les routes tranquilles ;
- les aspects juridiques/superposition de gestion ;
- ouvrages d'art et vélo.

NOTE (S) :

(1) Anciennement appelés chemins de halage.